



DECLARATION LIMINAIRE

CTL DU 14 12 2021

Madame la Présidente,

Vous avez eu le privilège de voir monsieur le ministre Bruno Le Maire cet automne. Il a remercié le réseau de la DGFIP pour le travail accompli depuis le début de la crise sanitaire.

L'aide aux entreprises en difficulté a notamment été soulignée.

Il a poursuivi son discours en se félicitant de la déconcentration des services et l'accueil de services démétropolisés en province.

Dans le Lot et Garonne Agen aura la chance d'en avoir un à la Cité Administrative en 2023 .

Le maire d'Agen oublie de trouver le lieu d'implantation du futur service.

Le ministre oublie de dire que la DGFIP a décidé de fermer les trésoreries de proximité et de pleine compétence.

Un séminaire des cadres A+ et A a été récemment organisé, mais sans les représentants syndicaux ni les cadres B et C.

Avec la venue des cadres de Bercy, la DDFIP 47 a tenu à présenter un état des lieux du NRP, des France Services et des réformes en cours. Les représentants de la CGT vous ont envoyé un courrier avant ce séminaire ; l'avez vous commenté avec eux ? L'état des lieux n'est évidemment pas le même...

Les représentants de la CGT vous présentent, eux aussi, leur ordre du jour d'un CTL :

- Arrêt immédiat du soi-disant Nouveau Réseau de Proximité
- Abrogation de la loi du 6 Août 2019 dite de « transformation de la fonction publique » mais plutôt de destruction du statut de la fonction publique
- Rétablissement des CAP et du CHS de pleine compétence
- Fin du gel du point d'indice et augmentation immédiate des salaires par de vraies négociations salariales
- Arrêt des suppressions d'emplois et recrutement de fonctionnaires comblant les vacances
- Maintien d'une représentation syndicale force de propositions et non une simple organisation que l'on informe

Nous ne sommes pas dupes des décisions d'une DGFIP pilotée par les ministres de tutelle : se servir des rapports, toujours à charge bizarrement, (CAP 2022, WebHelp, Gardette, Walterski...) pour externaliser le plus de missions possibles, dématérialiser le plus de démarches possibles tout en essayant de rendre soi-disant responsable le

contribuable (Prélèvement A la Source, Télédéclaration, Obligation d'un paiement dématérialisé, Gérer Mon Bien Immobilier...).

En réalité, il est surtout livré à lui-même et galère à joindre nos services pour obtenir les réponses dont il a besoin ! Dans le même temps, la DGFIP continue de supprimer des emplois sans se soucier si les agents peuvent supporter les charges qu'ils ont encore à accomplir

Cela ne fonctionne pas ? Alors on va centraliser les missions dans un seul lieu (SDIF, SGC, SIP Départemental, SIE Départemental.

Les agents n'ont pas le moral, ont peur de l'avenir et le font savoir tous les ans ?

Alors la DGFIP leur demande de prioriser les tâches à accomplir et pas question de broncher ils ont la chance d'être fonctionnaire, eux, et ils doivent appliquer la loi votée par le parlement !

Avec Bercy Vert et Bercy Innovations, la DGFIP, la DGAFP le Secrétariat Général souhaitent une participation massive des agents aux projets d'une administration exemplaire en termes de modernisation et de développement durable.

Pensez-vous, madame la Présidente, qu'en plus de lire une dizaine de messages reçus sur ces sujets, vos collègues ont le temps de laisser de côté leurs tâches priorisées pour penser à un Bercy plus vert et de trouver une innovation ?

Avec le budget participatif et le fonds d'amélioration du cadre de vie, vous essayez, vous aussi, de faire participer les agents alors qu'ils ont de vraies préoccupations : le manque de postes (20 vacances d'emplois au mois de juillet 2021), une petite prime de Noël (brute et imposable) sans augmentation réelle de salaire, et des restructurations dans tous les services et à tous les étages !

Un ultimatum est même imposé aux représentants syndicaux de donner un avis favorable aux projets retenus par la Direction sinon l'enveloppe est perdue.

La DGFIP force ainsi l'approbation des syndicats et reportera sur eux la responsabilité d'un éventuel échec.

Les représentants de la CGT continuent d'être les porte-paroles des agents dans leurs revendications et pour le maintien des garanties collectives.